

Budget 2011: ambitieux, mais contesté



2011 sera l'année des familles et du relais

économique, a déclaré György Matolcsy, Ministre des Affaires Économiques Nationales, lors de sa conférence de presse sur les grandes lignes du budget central. Celui-ci vise un déficit de 2,9%, une croissance économique de 3% en 2011 et la contraction des dettes publiques qui s'élevaient actuellement à 79% du PIB.

Des prévisions ambitieuses et des objectifs audacieux, mais financés par des recettes hasardeuses qui manifestent une vision à court terme selon l'opposition, qui pointe en outre un système de redistribution inéquitable. Le projet du budget 2011, débattu devant le Parlement depuis le 15 novembre, sera voté le 7 décembre prochain. Les groupes parlementaires s'affrontent ainsi dans le cadre de cette bataille symbolique, le Fidesz ayant toute latitude pour faire voter ce budget.

Le budget 2011, plafonnant le déficit à 2,9% du PIB et visant le soutien des familles, l'allègement des charges des entreprises et le rétrécissement des dépenses publiques, sera, selon le gouvernement, le premier pas fondateur du renouveau de l'économie. Il sera concentré autour de 3 axes majeurs: une réduction d'impôts de grande ampleur telle que le pays n'en avait pas connu depuis 20 ans, un ajustement du déficit de la caisse d'assurance maladie et un renflouement du déficit de 900 milliards de HUF du système des retraites. Tout cela sera à priori recouvert par des recettes temporaires, comme les impôts de crise en vigueur jusqu'en 2012 (Lire brève page 2), et par le reversement des cotisations des caisses privées de retraite dans le secteur public. Une réduction des dépenses publiques est en outre prévue, non pas grâce à la mise en œuvre de réformes structurelles, mais via la diminution des effectifs dans la fonction publique passant de 5 à 10%, réduction accompagnée

par une baisse de 5% des coûts généraux de fonctionnement. Un fonds public destiné au financement des dettes publiques et alimenté par les 2000 milliards de HUF, fortune accumulée par les fonds de pension privées, sera par ailleurs opportunément créé.

Les réactions sur le budget 2011 divergent. A court terme l'opinion publique y est plutôt favorable car le déficit paraît se stabiliser, ce qui contribuera à redorer l'image de la Hongrie sur les marchés financiers, à faire baisser les taux d'intérêts mais aussi à redresser le forint. De plus les syndicats patronaux se réjouissent des prévisions conjoncturelles du gouvernement pour l'année 2011, quoiqu'ils attirent l'attention sur le manque de précisions concernant la réforme du système des retraites. L'opposition, quant à elle, abonde en critiques. Le MSZP prévoit d'élaborer une proposition alternative au futur budget, qu'il juge inéquitable, irresponsable et s'appuyant sur des pronostiques économiques invraisemblable. Le LMP qualifie quant à lui le projet de «budget de l'immobilisme», condamnant ses vues à court terme au lieu de viser la création d'emplois et la redynamisation durable de l'économie.

A moyen et long-terme le budget est plus largement critiqué encore car il met en exergue des faiblesses structurelles qui exposent le pays à des risques concernant son développement. Il faut noter qu'à partir de 2012 des pans considérables de la dette publique arrivent à terme, qui pèseront alors fortement sur le budget, stabilisé à court-terme par des recettes éphémères, comme les taxes de crise. D'autres critiques émanent quant à elles de la Cour des Comptes et du Conseil Budgétaire, autorité publique indépendante veillant à la gestion garantie des ressources publiques.

Il faut souligner que le grand cheval de bataille du gouvernement, la reconduction des cotisations des caisses de retraite privées dans le secteur public, est une mesure également envisagée par d'autres pays de l'Europe de l'Est, comme par exemple la Pologne, la Bulgarie, la République Tchèque ou la Roumanie. Malgré l'objection de la France et de l'Allemagne, les nouveaux pays adhérents veulent convaincre l'exécutif européen de réajuster statistiquement les dettes publiques par les cotisations et la fortune des caisses de retraite privées. Or en Hongrie le passage des cotisations versées aux caisses privées à celles de l'état sera volontaire. Quoique le gouvernement affiche sa confiance, même si les recettes engendrées par ces restructurations sont difficilement prévisibles, ces réformes seront fortement supportées par des campagnes bénéficiant de ressources budgétaires de 1,3

milliards de HUF, soit une somme trois fois supérieur au budget de la communication de 2010.

Kata Bors

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel